

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
GENERALE

E/CN.4/SR.175
10 mai 1950

FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA CENT SOIXANTE-QUINZIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le vendredi 28 avril 1950, à 14 heures 30.

SOMMAIRE

- Distribution de la liste confidentielle des communications.
- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme (E/1371, E/CN.4/365, E/CN.4/447/Rev.1, E/CN.4/455/Rev.1, E/CN.4/458) (suite) :
 - Article 21 ;
 - Article 20 (suite).

PRESENTS

<u>Présidente :</u>	Mme F.D. ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres :</u>	M. WHITLAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. CHANG	Chine
	M. SORENSON	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. CASSIN	France
	M. KYROU	Grèce
	Mme MEHTA	Inde
	M. ALKOUL	Liban
	M. MENDEZ	Philippines
	M. HOARE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. ORIBE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Egalement présente :

Mme GOLDMAN	Commission de la condition de la femme
-------------	--

Représentantes d'organisations non gouvernementales :

<u>Catégorie A :</u>	Mlle SENDER	Confédération internationale des syndicats libres
<u>Catégorie B :</u>	Mlle TOMLINSON	Fédération internationale des Femmes de carrières libérales et commerciale
	Mlle ROBB	Fédération internationale des Femmes diplômées des universités
	Mlle ZIZZAMIA	Union internationale des Ligues féminines catholiques

Secrétariat :

M. SCHWELB	Directeur adjoint, Division des droits de l'homme
M. LIN MOUSHENG	Secrétaire de la Commission

DISTRIBUTION DE LA LISTE CONFIDENTIELLE DES COMMUNICATIONS

1. La séance se tient tout d'abord en privé pour permettre la distribution de la liste confidentielle des communications. Après avoir donné une brève explication, la PRESIDENTE annonce que la séance devient publique; elle ouvre la discussion sur le projet de pacte.

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (E/1371, E/CN.4/365, E/CN.4/447/Rev.1, E/CN.4/445/Rev.1, E/CN.4/458) (suite).

Article 21

2. M. ORIBE (Uruguay) fait observer que la délégation de l'URSS a proposé un texte pour cet article; il demande à la Présidente quelle est la procédure que la Commission se propose de suivre en ce qui concerne les textes et amendements soumis par la délégation de l'URSS, y compris ceux qui sont contenus dans les réponses des gouvernements au questionnaire du Secrétaire général.

3. M. SCHWELB (Secrétariat) rappelle qu'au cours d'une précédente séance la Commission a décidé qu'il était inutile de présenter formellement les propositions et amendements qui sont déjà contenus dans les réponses des gouvernements. Il appartient à la Commission de décider si cette procédure doit s'appliquer aux propositions émanant de gouvernements dont les représentants ne participent pas à la sixième session de la Commission.

4. La PRESIDENTE déclare qu'elle est disposée, en se conformant ainsi à la décision antérieure de la Commission qu'a rappelée M. Schwelb, à mettre aux voix toutes les propositions et tous les amendements que le Gouvernement de l'URSS a présentés. Le compte rendu de la séance au cours de laquelle cette décision a été prise indique que, "sauf si les membres de la Commission en décident autrement", les représentants n'ont pas besoin d'être présents pour soumettre formellement des amendements qui ont été proposés sous forme d'observations.

5. La Présidente souligne cependant qu'au moment où elle s'est retirée de la Commission, la délégation de l'URSS a déclaré explicitement qu'elle ne considérerait pas comme valides les décisions qui seront prises en son absence. La Présidente estime - et c'est là son point de vue personnel - qu'en décidant le retrait de ses représentants, le Gouvernement de l'URSS a retiré par là même ses propositions relatives au projet de pacte. D'autre part, la Commission a toujours eu pour coutume de discuter et de mettre aux voix tous les textes

présentés par ses membres, sauf si ces textes ont été retirés catégoriquement. En adoptant maintenant une nouvelle méthode, la Commission s'écarterait de cette procédure.

6. M. VALENZUELA (Chili) fait observer que l'URSS s'est retirée de la Commission pour des raisons politiques; son retrait ne devrait pas porter atteinte aux travaux en cours ni à la procédure suivie normalement. Si, en l'absence du représentant de l'URSS, la Commission ne se prononce pas sur les propositions de sa délégation, elle créera un précédent dangereux qui pourrait avoir pour résultat d'invalidier toutes les propositions adoptées en l'absence de leurs auteurs.

7. Mme MEHTA (Inde) déclare que toutes les propositions et tous les amendements doivent être présentés formellement; en l'absence de leur auteur, elles peuvent être présentées par une autre délégation.

8. M. AZKOUL (Liban) partage ce point de vue et fait observer que, sauf dans le cas où les gouvernements ont retiré les propositions qu'ils avaient faites, leurs représentants ont habituellement présenté ces propositions sous forme de documents distincts.

9. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) estime qu'en raison de la décision qu'elle a prise précédemment, la Commission ne peut que voter sur les amendements de l'URSS. La présence ou l'absence des auteurs de ces propositions ne constitue pas un facteur dont il faille tenir compte et ne doit, en aucun cas, être une raison pour modifier la procédure ordinaire.

10. M. CASSIN (France) reconnaît que la situation est quelque peu embarrassante, mais il préfère que les amendements de l'URSS soient mis aux voix malgré l'absence d'un représentant qui puisse les présenter et les défendre. M. Cassin votera sur ces amendements, étant bien entendu que les travaux de la Commission des droits de l'homme sur le projet de pacte sont provisoires, puisque ses décisions devront être approuvées ultérieurement par l'Assemblée générale. Il exprime l'espoir qu'en définitive l'URSS pourra participer à ces travaux; les résultats obtenus au cours de la sixième session devront lui être soumis.

11. M. KYROU (Grèce) est d'accord avec le représentant de la France.

12. La PRESIDENTE, se fondant sur ce qui lui semble être l'opinion de la majorité, décide de mettre aux voix le texte proposé par l'URSS pour l'article 21.

13. M. AZKOUL (Liban) ne peut associer sa délégation à cette décision. En prenant antérieurement la décision que les propositions faites sous forme d'observations seraient recevables, la Commission a agi par crainte que tous les amendements ne puissent être présentés dans les délais prévus. Normalement, les décisions prises à l'égard d'une proposition dépendent des arguments invoqués en sa faveur. Les auteurs de la proposition de l'URSS étant absents, un vote ne serait pas fondé; en y procédant, la Commission préjugerait les intentions des auteurs. Il serait injuste d'affirmer, arbitrairement, que la délégation de l'URSS désire maintenir, ou retirer, ses propositions. D'autre part, si aucune autre délégation ne veut les faire siennes, elles seront condamnées d'avance à être repoussées. La délégation libanaise ne peut prendre aucune part de responsabilité dans la décision que l'on préconise. De plus, si les propositions de l'URSS étaient mises aux voix, cela ne devrait pas vouloir dire que la Commission se borne à faire un travail provisoire. Bien au contraire, il faut éviter que le désir de permettre à l'URSS de participer plus tard aux travaux de la Commission influe sur la décision de les prolonger pendant une ou plusieurs sessions. Si la Commission décidait de présenter à la fin de sa sixième session un texte définitif pour le projet de pacte, il ne faudrait pas que son attitude envers les propositions de l'URSS influe sur cette décision.

14. La PRESIDENTE fait observer que la Commission n'est pas responsable de l'absence de la délégation de l'URSS; les circonstances qui ont entraîné son retrait échappent en effet, au contrôle de la Commission. D'autre part, la procédure normale veut que les résultats obtenus au cours de la sixième session soient soumis pour approbation au Conseil économique et social et, finalement, à l'Assemblée générale.

15. M. CASSIN (France) ajoute que la Commission doit expliquer sa position au Conseil, pour que ce dernier puisse prendre ses responsabilités en pleine connaissance de cause. Dans cette mesure, le travail de la Commission est nécessairement provisoire.

16. M. NISOT (Belgique) doute de la régularité de la décision aux termes de laquelle les propositions faites par correspondance par les membres de la Commission doivent, comme telles, être considérées comme des motions présentées au sein de cette dernière. Mais cette décision ayant été prise par la Commission et appliquée par elle à d'autres cas, il serait peu sage de priver de son bénéfice les propositions ainsi faites par l'URSS. L'absence de la délégation de l'URSS

peut être interprétée comme manifestant de sa part l'intention de renoncer à défendre sa motion, mais non pas celle de la retirer.

17. M. MENDEZ (Philippines) considère qu'on ne peut établir aucune règle rigide en ce qui concerne l'absence des auteurs des propositions. Il lui est arrivé de ne pouvoir être présent à certaines séances, ce qui l'a empêché de présenter ses amendements. Il faut pouvoir distinguer de telles absences accidentelles des cas où les représentants se retirent volontairement; on ne peut interpréter les premières comme un manquement au devoir de présenter et de défendre les propositions faites. M. Mendez présente formellement à la Commission son amendement à l'article 21 et demande sa mise aux voix.

18. M. ORIBE (Uruguay) est d'accord avec le représentant du Chili pour dire que l'acte politique arbitraire que l'URSS a commis en se retirant de la Commission ne doit pas entraver l'application de la procédure normale de vote. Il croit, personnellement, que l'URSS a abandonné toute participation aux travaux relatifs aux droits de l'homme, mais on ne saurait préjuger cette question; par conséquent, il faudra mettre aux voix les propositions de l'URSS. M. Oribe votera contre elles.

19. M. SORENSON (Danemark) fait observer que les propositions de l'URSS n'ont pas été présentées sous forme d'un amendement à un texte donné; leurs auteurs voulaient qu'elles soient insérées dans le rapport sur la cinquième session. Dans les cas où la Commission a adopté, à sa cinquième session, des amendements au texte du projet de pacte, la procédure normale est de mettre ces amendements aux voix. La proposition de l'URSS relative à l'article 21 se présente de la même manière que l'amendement français à cet article. Si cet amendement était mis aux voix le premier, il serait inutile de voter sur la proposition de l'URSS.

20. Il ne s'agit donc pas seulement d'interpréter le Règlement intérieur; le problème qui se pose à la Commission est plutôt celui de la manière dont il convient d'envisager le travail de la Commission. Si cette dernière se départissait de la procédure normale, l'URSS aurait un prétexte de plus pour mettre en doute la validité de toutes les décisions de la Commission. Il s'ensuit que la Commission doit voter sur les propositions de l'URSS, étant bien entendu que ce vote ne doit pas être considéré comme définitif.

21. La PRÉSIDENTE rappelle que dans la déclaration générale qu'il a faite au sujet du projet de pacte (E/CN.4/365), le Gouvernement de l'URSS a estimé

nécessaire "d'insérer dans le pacte" les articles dont sa délégation a saisi la Commission au cours de la cinquième session.

22. La Présidente met aux voix la proposition de suppression de l'article 21, car elle est la plus éloignée de la proposition initiale.

Par 7 voix contre 4, avec 3 abstentions, l'article 21 est supprimé.

Article 20

23. La PRESIDENTE appelle l'attention des membres de la Commission sur l'amendement du Liban (E/CN.4/458) qui vise à fondre les premier et deuxième paragraphes du texte initial.

24. Mme MEHTA (Inde) serait disposée à retirer son amendement (E/CN.4/455/Rev.1), si le représentant du Liban pouvait lui donner l'assurance que la non-discrimination s'appliquerait à la fois aux concepts d'égalité devant la loi et d'une égale protection des individus par la loi.

25. M. AZKOUL (Liban) rectifie, tout d'abord, la traduction française de son amendement; la phrase de transition se lira donc ainsi : "sans distinction aucune, notamment de".

26. Il assure la représentante de l'Inde que la non-discrimination s'appliquerait aux deux concepts. Son amendement est destiné à remplacer l'article 20 tout entier, dans l'idée qu'en deuxième lecture, le deuxième paragraphe du texte initial sera combiné avec le texte de l'article 2. Sa délégation se réserve le droit de modifier sa position au sujet de l'article 20 au cas où la Commission prendrait, en deuxième lecture, une décision contraire.

27. M. NISOT (Belgique) appuie l'amendement du Liban, qui constitue une solution transactionnelle.

28. Mme MEHTA (Inde) retire son amendement en faveur de celui de la délégation du Liban.

29. M. CASSIN (France) apprécie le souci dont fait preuve la délégation de l'Inde de ne pas exclure de la protection de la loi des droits qui ne sont pas explicitement mentionnés dans le projet de pacte. Toutefois, le texte de l'amendement de l'Inde ne dissipait pas toute équivoque et il aurait pu donner lieu à des interprétations contradictoires.

30. L'amendement du Liban se rapproche de la vraie solution à donner au problème, en ce qu'il étend l'égale protection de la loi à tous ceux qui sont susceptibles d'avoir à souffrir de mesures discriminatoires. Sa faiblesse réside dans le fait qu'il tente de combiner deux concepts très différents - l'égalité devant la loi et l'égale protection de la loi, d'une part, les mesures discriminatoires, de l'autre - pour pouvoir étendre le champ d'action de l'article à des droits autres que ceux figurant dans le pacte et susceptibles d'être violés par suite de pratiques discriminatoires. Mais la Charte condamne déjà toutes pratiques de ce genre et elle oblige tous les Etats Membres à prendre des mesures en vue de les abolir. La Déclaration universelle des droits de l'homme impose la même obligation générale aux Etats qui l'ont signée. Loin de restreindre la portée de la protection offerte, le pacte complète et parfait les deux instruments antérieurs en prévoyant, pour les droits et obligations dont il traite expressément, des mesures spéciales de mise en oeuvre.

31. Une grande partie de la confusion qui entoure la question de la non-discrimination provient du fait que le paragraphe 2 de l'article 20 aurait dû trouver place soit dans le texte de l'article 2, soit dans tout autre contexte, au titre des mesures de mise en oeuvre. La France appuiera donc la proposition du Liban tendant à ajouter ce paragraphe à l'article 2.

32. M. CHANG (Chine) fait remarquer que le paragraphe 1 est bien en rapport étroit avec la Déclaration mais qu'il doit cependant en être donné une interprétation juridique; la Commission peut croire au concept d'égalité le plus large, et admettre néanmoins les dispositions restrictives de l'article 20; elle ferait ainsi un progrès sensible dans le domaine de la protection des traités. Le texte du Liban insiste sur la notion d'égalité, alors que le Pacte ne peut traiter que de l'égalité devant la loi. M. Chang tient donc à réserver la position de sa délégation en ce qui concerne le paragraphe 1.

33. Il pense également que le paragraphe 2 devrait être inséré dans l'article 2, où ses dispositions s'appliqueraient à la totalité des droits.

34. M. Chang ne peut approuver les deux amendements de rédaction qui ont été présentés. Il pense que si la Commission décide de retenir l'amendement du Liban, elle peut laisser les questions de cet ordre au comité de la mise au point.

35. En réponse à Mme MEHTA (Inde), M. CASSIN (France) explique que l'amendement de l'Inde sous sa forme révisée (E/CN.4/455/Rev.1) ne répondait pas à ses objections. Il ne saurait voter en faveur de l'énoncé, au paragraphe 1, d'une disposition générale de large portée, à moins que cette portée ne soit définie dans le paragraphe 2.

M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) appuie l'amendement de l'Inde. L'intention des articles 2 et 20 doit être clairement définie. L'objectif essentiel de l'article 2 est d'amener chaque Etat signataire à garantir à chacun de ses citoyens les droits énoncés dans le pacte, mais l'article 20 comporte une notion plus vaste de l'égalité. M. Jevremovic préfère le texte initial au texte libanais, dont le sens est plus restreint puisqu'il n'oblige pas l'Etat à garantir à ses citoyens la jouissance sans discrimination de tous les droits de l'homme, obligation qui est prévue dans les propositions des délégations de la Yougoslavie et de l'Inde.

37. M. Jevremovic espère que l'amendement yougoslave sera adopté; dans le cas contraire, il votera en faveur de l'amendement indien.

38. M. HOARE (Royaume-Uni) convient que le paragraphe 1 constitue une déclaration générale de principe qui n'est peut-être pas à sa place dans l'article 20, alors que le paragraphe 2 constitue une expression concrète de droits. La combinaison de ces deux paragraphes ne pourrait qu'amener la confusion, car des lois consacrant une certaine discrimination peuvent exister même dans des pays où l'égalité devant la loi et la protection égale de la loi est accordée à chacun. D'autre part, le texte libanais pourrait impliquer que la protection égale de la loi signifie droits égaux, ce qui, ainsi qu'il a été décidé, n'est pas le sens de l'article 20. Si les mots "sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou toute autre situation" sont insérés dans cet article, une clause analogue devra être insérée dans les autres articles. C'est pour toutes ces raisons que le texte initial doit être maintenu.

39. M. Hoare ne peut approuver l'amendement indien révisé qui oblige l'Etat à adopter des lois pour remplir les obligations qui découlent du pacte, sans définir l'étendue de ces obligations en matière de discrimination. Les formes les plus insidieuses de la discrimination se rencontrent dans des domaines hors de l'atteinte de la loi. En fait, les lois ne peuvent venir à bout de ce mal. C'est seulement grâce à l'éducation et à l'élimination progressive des préjugés que l'on pourra détruire la discrimination. M. Hoare votera donc contre les amendements de l'Inde et du Liban.

40. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, déclare qu'elle votera en faveur du remplacement du texte initial de l'article 20. par le texte libanais.

41. M. VALENZUELA (Chili) explique que son amendement s'applique au texte libanais.
42. M. CASSIN (France) propose de procéder à un vote par division sur l'amendement du Chili.
43. M. CHANG (Chine) estime que l'amendement chilien a un caractère théorique; en effet, l'expression "origine ethnique" ne signifie pas grand chose pour le commun des mortels.
44. Les peuples qui souffrent depuis des années, pendant lesquelles l'expansion européenne a répandu la notion de la discrimination fondée sur la race et la couleur, ne se contenteront pas de cette expression. Pour éviter tout malentendu, la Commission doit donc s'en tenir aux termes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
45. Il s'agit d'une question de fond et non de simple forme, qui doit faire l'objet d'un examen approfondi. En signant la Charte ^{en proclamant} et/ou la Déclaration, un grand nombre de nations ont solennellement sanctionné les termes "race" et "couleur" qui, sans être absolument scientifiques, sont clairement compris dans le monde entier. Par contre, l'expression "origine ethnique", qui comprend les notions de langue et de religion, est trop large et imprécise. De plus, bien des nations se servent encore des premiers termes dans leurs textes officiels. La Commission doit donc se servir des mêmes mots pour prévenir la discrimination. Si la Commission le désire, elle peut placer les mots "race" et "couleur" entre guillemets dans le Pacte; mais il faut les conserver à tout prix.
46. M. Chang assure à la Commission que l'amendement du Chili aurait des conséquences dangereuses et demande instamment qu'il soit retiré jusqu'au moment où l'opinion publique sera mieux préparée à en comprendre toutes les conséquences.
47. Il se réserve le droit d'intervenir à nouveau dans le débat.
48. M. KYROU (Grèce) demande que le texte libanais soit mis aux voix en premier. Il souligne le fait que, si l'amendement chilien est adopté, il faudra apporter de nouvelles modifications de forme au texte du Liban.
49. M. VALENZUELA (Chili) ne comprend pas les objections formulées par le représentant de la Chine à l'égard de l'amendement chilien. A la séance précédente, M. Valenzuela s'est efforcé de faire comprendre que les termes "race" et "couleur" du texte initial sont absolument dégradants pour les peuples intéressés.

Le Chili a présenté son amendement dans l'esprit qui a traditionnellement conduit cette nation à lutter contre la discrimination sous toutes ses formes.

50. Les mots "race" et "couleur" sont faux. La théorie raciale, absolument dépourvue de bases scientifiques, est des plus néfastes. La délégation chilienne, consciente des problèmes qui peuvent se poser dans l'avenir, a l'intention d'insister pour que son amendement soit mis aux voix. Elle est convaincue qu'il faut éduquer l'opinion publique. Elle est certaine que la Commission réalisera un plus grand progrès en adoptant les mots "origine ethnique" qu'en conservant les termes anti-scientifiques "race" et "couleur".

51. M. Valenzuela nie que son amendement ne soit pas clair; il rappelle au représentant de la Grèce que si l'amendement chilien est adopté, on pourra demander au Comité chargé de la mise au point de procéder aux modifications de forme nécessaires.

52. M. AZKOUL (Liban) est opposé à l'amendement chilien parce qu'il craint que cet amendement conduise à des complications en matière d'interprétation et d'exécution des obligations imposées par le Pacte. Si l'expression "origine ethnique" équivaut à "race" et "couleur", elle est mauvaise parce qu'elle reconnaît l'existence d'une différence biologique. Si par contre elle est plus large et comprend la culture et la religion, elle est dangereuse parce qu'elle ouvre la porte à des abus. Juridiquement parlant, un gouvernement pourrait prendre des mesures discriminatoires contre une personne en raison de sa race sans toutefois violer cet article, la race n'étant qu'un des aspects de l'origine ethnique. M. Azkoul rend hommage aux motifs élevés qui ont amené le représentant du Chili à présenter son amendement; mais il votera contre lui pour les raisons qu'il a exposées.

53. En ce qui concerne les observations du représentant du Royaume-Uni, le représentant du Liban déclare que la première partie de l'amendement libanais doit constituer une déclaration générale de principe, alors que la deuxième partie de l'article est le corollaire indispensable de ce principe. Ceci étant entendu, il est impossible de mal interpréter la deuxième partie qui commence par les mots "sans distinction aucune fondée notamment...". Le texte de M. Azkoul est analogue à celui de l'article 7 de la Déclaration, qui énumère pas les motifs sur lesquels se fonde fréquemment la discrimination, parce qu'ils sont énumérés dans l'article 2 de la Déclaration. Comme par contre le Pacte ne contient pas d'article énumérant les motifs de discrimination, il estime judicieux de les exposer à l'article 20. Il espère que le Royaume-Uni pourra voter en faveur du texte libanais d'autant plus que cet Etat a voté pour un texte analogue de la Déclaration.

54. M. ORIBE (Uruguay) fait observer que la discrimination n'est pas exclusivement un produit de l'impérialisme occidental. Comme toutes les cultures, celle de l'Europe occidentale a contribué de façon appréciable au progrès de la civilisation.

55. M. CHANG (Chine) ne doute pas que le représentant du Chili désire sincèrement faire disparaître la discrimination raciale. En qualifiant de théorique l'amendement chilien, il a exprimé son opinion sur cette proposition qui, à son avis, n'est pas opportune au stade actuel de la discussion, parce qu'elle s'écarte du texte de la Charte de l'Organisation des Nations Unies et de celui de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

56. En réponse au représentant de l'Uruguay, il précise qu'il a parlé de l'expansion de l'Occident qui, durant les deux derniers siècles, a répandu la discrimination. En parlant de cet aspect regrettable du développement de l'Occident, il n'a pas eu l'intention de minimiser la valeur de l'apport de l'Occident au progrès de l'humanité.

57. La PRESIDENTE indique que la Commission cherche actuellement le texte qui aura le plus de sens pour l'homme moyen. Il ne s'agit nullement de jeter un blâme à telle ou telle civilisation.

58. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) déclare que puisque la discrimination fondée sur la race et la couleur est encore répandue, la Commission devrait se montrer réaliste et maintenir ces mots dans le texte.

59. M. CASSIN (France) demande que l'amendement chilien soit mis aux voix en deux parties.

60. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement chilien tendant à remplacer le mot "race" par l'expression "origine ethnique".

Par 2 voix contre 4, avec 2 abstentions, cet amendement est rejeté.

61. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement chilien, tendant à remplacer le mot "couleur" par l'expression "origine ethnique".

Par 2 voix contre 3, avec 3 abstentions, cet amendement est rejeté.

62. M. MENDEZ (Philippines) explique qu'il s'est abstenu de voter sur l'amendement chilien, car, bien qu'il apprécie comme elles le méritent les raisons

AMM.

qui ont motivé cet amendement, il estime que la discrimination fondée sur la race et la couleur est une réalité tenace, que la Commission doit reconnaître. D'autre part, l'expression "origine ethnique" peut avoir une portée plus large que les mots "la race et la couleur"; elle doit donc faire l'objet d'un nouvel examen.

63. M. NISOT (Belgique) explique qu'il a voté pour l'amendement chilien convaincu de l'inopportunité de donner une nouvelle consécration à une terminologie jugée humiliante par une portion de l'humanité. Il considère l'expression "gens de couleur" comme inadmissible.

64. La PRESIDENTE met aux voix la première partie de l'amendement libanais (E/CN.4/458) se terminant par le mot "loi", à la deuxième ligne du texte.

Par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la première partie de l'amendement libanais est adoptée.

65. La PRESIDENTE met aux voix la deuxième partie de l'amendement libanais qui commence par les mots "sans distinction".

Par 7 voix contre 5, avec 3 abstentions, la deuxième partie de l'amendement libanais est adoptée.

Par 9 voix contre 3, avec 2 abstentions, l'amendement libanais dans son ensemble est adopté en tant que texte de l'article 20.

66. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) explique qu'il s'est abstenu de voter sur une partie de l'amendement libanais et a voté contre l'autre partie parce qu'il juge le texte insuffisant s'il ne déclare pas que tout individu, sans distinction aucune, doit se voir accorder tous les droits définis dans le présent pacte.

67. M. CASSIN (France) explique qu'il n'a pas pu voter pour l'amendement libanais de crainte que ce texte puisse donner lieu à des interprétations différentes.

68. M. SORENSON (Danemark) explique qu'il a voté contre l'amendement libanais pour la raison qu'a donnée le représentant de la France; en outre, sans s'opposer à la teneur de cet amendement, il pense que le texte n'est pas celui qui convient.

69. M. VALENZUELA (Chili) explique qu'il a voté contre l'amendement libanais parce qu'il mentionne de façon méprisante la race et la couleur. La délégation chilienne poursuivra ses efforts, à l'Assemblée générale, en vue de la suppression de ces mots.

Article 22 (E/1371, E/CN.4/365, E/CN.4/416, E/CN.4/454)

70. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) retire l'amendement yougoslave au paragraphe 1 de l'article 22 (E/CN.4/416), car il est implicitement dans le texte du nouveau paragraphe que la délégation yougoslave propose d'ajouter à l'article 22 (E/CN.4/454).

71. En rédigeant le projet de pacte, la Commission n'a cessé d'avoir affaire à un double problème : assurer à l'individu la jouissance maxima de droits, tout en l'empêchant d'abuser de ces droits. La plupart des textes adoptés n'ont pas résolu le problème, parce qu'ils contenaient des termes d'une portée trop large, tels que l'expression "ordre public", qui laissent aux Gouvernements la faculté de restreindre les libertés individuelles. Jusqu'ici, rien n'a été prévu pour empêcher les abus qui pourraient être commis à des fins antidémocratiques.

72. La Commission des droits de l'homme se doit de défendre l'ensemble des principes et des buts de la Charte des Nations Unies contre tout abus et d'introduire dans le pacte des dispositions garantissant que les droits et libertés qu'il proclame ne sauraient porter atteinte à d'autres droits dont il ne fait pas mention.

73. En proposant d'ajouter un nouveau paragraphe à l'article 22, la délégation yougoslave cherche à empêcher que l'on n'abuse de libertés déterminées à des fins de propagande en faveur de la guerre ou à toute autre fin contraire à la Charte. Le nouveau paragraphe empêcherait également les Gouvernements d'interpréter arbitrairement l'expression "ordre public" de manière à porter atteinte aux buts et aux principes de la Charte.

74. Il importe que le futur pacte des droits de l'homme serve à deux fins : protéger l'individu et sauvegarder les principes de la Charte.

75. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, explique que, si les Etats-Unis ont proposé de supprimer le paragraphe 1 de l'article 22, c'est parce qu'il est "vague, superflu et ouvre la voie à des abus". En effet, ni le sens ni la portée de ce paragraphe ne sont clairs.

76. Quand on lit le paragraphe 1 en fonction de l'article 2, faut-il comprendre que les Etats imputeraient à crime, aux termes de la loi, le fait de se livrer à une activité "quelconque" ou d'accomplir un "acte" quelconque visant à détruire ou à limiter un droit ou une liberté définis dans le pacte ? Lorsque, au cours d'un procès mettant en cause l'existence ou la portée d'un droit, un

avocat défendra un individu accusé d'avoir porté atteinte à ce droit, se livrera-t-il à une activité ou accomplira-t-il un acte visant à détruire le droit en question ? De même, toute tentative ayant pour objet de faire amender le pacte sera-t-elle considérée comme une activité ou un acte visant à détruire l'un quelconque des droits définis et limités dans le pacte ? Analyser un droit ou voter contre une loi mettant en vigueur un droit pourrait alors aussi être considéré comme un fait punissable.

77. Le paragraphe de l'article 22 présente donc des dangers qu'il importe d'éviter. Puisque les droits et libertés proclamés dans le pacte y sont accompagnés des restrictions dont ils doivent faire l'objet, le paragraphe supplémentaire est superflu et doit être écarté.

78. On peut formuler des objections analogues à l'égard du paragraphe 2, qui ne précise pas quels sont les droits et libertés que vise son texte. Tous les droits et libertés dont jouissent les individus relevant de la juridiction d'un des Etats contractants, doivent-ils, quelle que soit leur nature, être laissés intacts en vertu du paragraphe 2 ? Il ne resterait rien, alors, de la protection que le pacte doit assurer contre les atteintes à la liberté, telles que l'arrestation ou la détention arbitraire. Le paragraphe en question risque de détruire le pacte lui-même.

79. On pourrait, par exemple, se prévaloir de la dernière proposition du paragraphe 2, qui prévoit que rien dans le pacte "ne sera interprété comme limitant ou portant atteinte à tout droit ou liberté qui pourrait être garanti à tous conformément aux lois de tout Etat contractant ou à toute convention à laquelle cet Etat est partie", pour maintenir toute disposition actuelle d'un traité restreignant le droit des ressortissants de certains pays à rentrer dans leur propre pays, ce qui empêcherait lesdits ressortissants de regagner leur pays. En adoptant la disposition réservant tous les droits et libertés garantis dans "des conventions auxquelles cet Etat est partie", un Etat contractant aurait la faculté de conclure à tout moment un traité qui le dispenserait d'observer l'un quelconque des droits et libertés que le pacte prescrit par ailleurs, ou qui limiterait l'exercice de ces droits et libertés.

80. Le paragraphe 2 est par conséquent sujet à caution et il faut le supprimer.

81. M. CASSIN (France) ne saurait admettre que l'article 22 est inutile. A son avis, ce texte vient compléter le pacte en interdisant aux Etats de limiter ou de restreindre les droits et libertés définis dans ledit pacte.

M. Cassin ne saurait admettre davantage que le texte puisse donner lieu aux interprétations dangereuses qu'a mentionnées la représentante des Etats-Unis. Le droit de critique ne se trouverait nullement atteint, puisque l'article ne traite que de la destruction des droits.

82. Le paragraphe 2 de l'article 22 est extrêmement important; en effet, il indique clairement que les dispositions du pacte fixent des normes minima en matière de droits de l'homme, mais déclare explicitement que les Etats peuvent accorder des droits plus étendus. Au cas où il existerait deux instruments internationaux concernant la même question, les Etats seraient tenus de se conformer aux dispositions du plus libéral d'entre eux.

83. M. NISOT (Belgique) estime que l'article 22 pourrait être interprété tendancieusement, et qu'il est d'ailleurs superflu, sa teneur étant couverte par les présomptions du droit international.

84. M. AZKUL (Liban) est partisan du maintien de l'article 22, dans lequel il voit une garantie supplémentaire. Encore que l'on se soit efforcé, d'un bout à l'autre du pacte, de prévenir toute possibilité d'interprétation erronée, il est indispensable d'introduire une disposition générale dans la partie finale, afin d'empêcher toute limitation des droits.

85. Le paragraphe 2 est également important et la preuve a été faite de l'utilité d'une telle disposition dans le cas de l'amendement de l'Inde à l'article 20. Etant donné que d'autres articles risquent aussi de donner lieu à des interprétations restrictives, l'adoption du paragraphe 2 constitue une précaution indispensable. En outre, ce texte reconnaît d'autres conventions ou accords internationaux si les dispositions en sont plus larges.

86. La délégation libanaise ne voit aucune raison valable de supprimer l'article 22 car, à son avis, les observations de la délégation des Etats-Unis sont vagues.

87. M. SORENSON (Danemark) ne saurait approuver l'interprétation que la délégation des Etats-Unis a donnée du paragraphe 2 de l'article 22 et selon laquelle toute autre loi ou convention annulerait le Pacte. A son avis, la règle selon laquelle, en cas de conflit, le texte qui assure le maximum de protection est celui qu'il faut appliquer, fournit pour la protection des droits de l'homme une base solide.

88. Les dispositions du paragraphe 1 sont précieuses pour les démocraties qui se défendent contre des tendances totalitaires. Ce texte donne aux

Gouvernements, si une telle mesure est jugée indispensable, le droit de limiter les droits et libertés de ceux qui cherchent à détruire la démocratie.

89. Les derniers mots du paragraphe 1 peuvent prêter à équivoque; il n'insistera pas pour qu'ils soient maintenus. On pourrait voter le texte par division, avec une séparation après le mot "ou", afin que les représentants qui élèvent des objections à l'égard des derniers mots soient en mesure de voter en faveur de la première partie.

La séance est levée à 17 heures 30.